

Grand COR malade : toute prospective des retraites présumant la croissance revient à pourrir la vie des futurs retraités

blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/12/12/grand-cor-malade-toute-prospective-des-retraites-

Evolution et perspective des retraites en France

Rapport annuel du COR – Juin 2019

Beaucoup d'économistes et autres militants de gauche se battent bien en ce moment pour que Delevoye et Macron soient contraints à battre... en retraite. D'une part, leur projet de « réforme » est très régressif pour pratiquement toutes les catégories (si ce n'était pas le cas, on se demande pourquoi ils proposent d'en repousser la date d'application en espérant que les plus âgés se désintéressent du sort de leurs enfants ou petits-enfants). D'autre part, il ne répond à aucune nécessité sur le plan des comptes publics, c'est une réforme néolibérale poussée notamment par les banques et les assurances privées qui adorent nos gouvernants, et réciproquement. Parmi les très bonnes interventions, voyez par exemple celles d'Henri Sterdyniak ([retraites : un déficit imaginaire pour justifier la réforme](#), 2 décembre, 6 minutes très claires) et de Gilles Raveaud ([La réforme des retraites se justifie-t-elle ?](#) 26 minutes, abordant de façon tonique plusieurs questions de fond).

Une question est toutefois laissée en suspens aussi bien du côté des avocats de la réforme (très minoritaires dans « l'opinion ») que du côté de ses opposants, syndicats en tête, militants de gauche et écologistes, citoyens et citoyennes qui se sont peu à peu appropriés les enjeux et ont bien compris ce qui se tramait. C'est celle de la place des questions climatiques et plus généralement écologiques dans cette confrontation sociale et politique majeure.

Le fait que Sterdyniak, Raveaud et d'autres de mes ami.e.s n'en parlent pas est compréhensible et légitime. Ils sont engagés dans un combat d'idées (et en partie de chiffres) dont l'écologie est absente tant dans les [rapports du COR](#) (Conseil d'Orientation

des Retraites) que dans le [rapport Delevoye](#) ou la fameuse « communication gouvernementale ». Or ce sont d'abord les arguments de ces rapports et discours qu'ils contestent, et ils le font très bien. Ils marquent des points... sur les retraites.

GRAND COR MALADE ET MACROÉCONOMIE FOSSILE

Le COR est malade. Malade (comme d'autres institutions d'expertise économique) d'une addiction indirecte et inconsciente aux énergies fossiles, via une addiction directe et consciente à **la macroéconomie fossile**. Cette dernière est fossile, d'abord, parce qu'elle s'appuie sur des concepts et des modèles hérités d'un passé révolu, celui des mal nommées Trente Glorieuses. Ensuite parce que, sans que cela apparaisse, ses hypothèses de croissance et de gains de productivité à l'infini sont dopées aux fossiles et à la destruction d'écosystèmes vitaux, lesquels ne sont pas infinis. Nulle part elle ne tient compte des dommages collatéraux (devenus centraux) de sa vénérée croissance ni de ces « gains » qui nous mènent à notre perte. Jean-Marc Jancovici fait remonter cette pensée économique ignorant la nature à Jean-Baptiste Say écrivant en 1803 dans son *Traité d'Économie Politique* « *Les richesses naturelles sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques* ». C'est toujours le cas 216 ans plus tard pour l'économie dominante.

Certains empêcheurs de croître en rond se posent toutefois la question suivante : **des scénarios sur les conditions de vie et les revenus des retraité.e.s (et des autres) dans 10, 20, 30, voire 50 ans ignorant CE QU'ON SAIT (moyennant, ici aussi, des scénarios) sur les perspectives du changement du climat et de la biodiversité, est-ce bien sérieux ?** Certes, les économistes mainstream ne savent pas faire autre chose, leurs modèles liant emploi, croissance, gains de productivité, salaires ou pouvoir d'achat datent du siècle dernier. Ils n'ont que ça dans leur boîte à outil et c'est ce qu'ils servent dans les rapports du COR et ailleurs. Raison de plus pour en finir avec ces économistes envahissants et leurs méthodes et croyances du passé faisant l'impasse sur ce qui sera probablement la plus angoissante « question sociale et humaine » de ce siècle. Et d'abord en finir avec le culte de la croissance sans fin (associée à celle des gains de productivité indéfinis), qui ressemble de plus en plus à une condamnation à perpétuité pour l'espèce humaine et le vivant.

CROISSANCE OU CLIMAT, IL FAUT CHOISIR

Que nous dit [le rapport du COR de juin 2019](#) sur ce point, pour la période qui se termine en 2070 ? Cela se résume en un tableau (page 30) :

Tableau 1.15 – Taux de croissance annuels moyens de la population active et du PIB en volume par tranche décennale

Rythme annuel de croissance moyen	2010-2020	2021-2030	2031-2040	2041-2050	2051-2060	2061-2070
PIB scénario 1,8%	1,2%	1,7%	2,0%	1,9%	1,9%	1,9%
PIB scénario 1,5%		1,6%	1,7%	1,6%	1,6%	1,6%
PIB scénario 1,3%		1,5%	1,5%	1,4%	1,4%	1,4%
PIB scénario 1%		1,4%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%
Population active	0,5%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%

Champ : France entière.

Sources : INSEE, comptes nationaux ; scénarios DG Trésor pour les hypothèses COR 2019.

À la télé, à la radio, tous nos « experts » considèrent que le « scénario 1 % » (à savoir des gains de productivité horaire du travail de 1% en moyenne d'ici 2070, ce qui correspondrait à une croissance annuelle moyenne du PIB d'environ 1,15%) est le plus mauvais pour les retraités futurs. Il serait, pour ces experts-là, bon de faire mieux, c'est-à-dire plus.

Mais 1,15 % par an pendant cinquante ans, cela fait une augmentation cumulée du PIB de 77 %. Et dans l'hypothèse d'une croissance annuelle moyenne du PIB de « seulement » 1,5 %, on obtient en 50 ans un doublement du PIB et même un peu plus (+ 111%). Elle est pas belle la vie avec un gâteau deux fois plus gros ? Cela devrait, nous dit-on depuis des lustres, rendre plus facile un partage équitable des parts du gâteau. Donc des retraites.

C'est pourtant pure folie. Le gâteau en question, avec son cortège de dommages collatéraux, va devenir de plus en plus toxique, empoisonné, et par ailleurs, même si on cherche à le faire grossir, et surtout si on cherche cela, il va s'effondrer. Affirmation sans preuves pourra-t-on me rétorquer. C'est exact, pas de preuve modélisée avec des chiffres comme dans les scénarios climaticides du COR, mais des indices multiples et convergents de l'impact désastreux, sur toutes les activités humaines et tout le monde vivant, du réchauffement climatique, de la montée des eaux, des phénomènes climatiques extrêmes, de l'effondrement de la biodiversité, de l'épuisement des ressources naturelles extraites du sous-sol, des pollutions de l'air, de l'eau, des océans et des sols, etc.

Pour consulter plusieurs de ces indices du lien étroit entre croissance économique et crise climatique, voir, même si on n'est pas d'accord sur tout, et même si c'est très long (2h 24 !), la vidéo virale de Jean-Marc Jancovici : « [CO2 ou PIB : il faut choisir](#) ». Pour aller nettement plus vite, son diaporama est accessible [via ce lien](#). Et pour aller encore plus loin il faut absolument lire [ce long entretien de Gaël Giraud](#), datant de 2014.

Pour tenir l'objectif d'un réchauffement limité à 1,5 %, il faut, selon le GIEC ([Global Warming of 1.5°](#)) puis le PNUE, faire décroître les émissions mondiales de 7,6 % par an entre 2020 et 2030. C'est mission impossible ([voir ce lien](#)) avec les scénarios de croissance du COR, même celui à 1% par an. Ces scénarios sont climaticides et donc homicides, sans intention criminelle mais avec de l'ignorance, de la négligence et surtout le terrible

effet des croyances économiques sur l'impératif indiscutable de croissance économique.

Personne ne sait quand la croissance va s'arrêter puis plonger si on continue avec ces scénarios « à la COR » qui vont se heurter aux limites de la planète, mais cela a de bonnes chances de se produire bien avant les échéances lointaines du COR sur les retraites. Avec en prime le krach financier mondial dont la probabilité est « en pleine croissance ».

Et je n'ai pas parlé des perspectives de l'espérance de vie, dont le COR estime qu'elle devrait continuer à augmenter sans cesse, sans intégrer, une nouvelle fois, les impacts vraisemblables de la « crise écologique » que les scénarios du COR approfondiraient. Sur ce point, les auteurs du rapport Meadows (The Limits to Growth, 1972) avaient prévu que l'espérance de vie dans le monde diminuerait à partir de 2020 à 2030 en cas de poursuite forcenée mais vaine de la croissance. « En même temps », cette surmortalité des vieux serait une excellente chose pour l'équilibre sacré du système des retraites... je blague !

DES JEUNES QUI PENSENT QU'ILS N'AURONT PAS DE RETRAITE

Voici quelques extraits d'un texte d'un grand intérêt – même si je ne partage pas toutes ses visions « effondristes » - qui émane d'un collectif « désobéissance écolo Paris » : [La question des retraites d'un point de vue écologiste \(4 décembre 2019\).](#)

« Que penser de l'idée même de « retraite », quand on nous rappelle quotidiennement que le monde dans lequel nous vivons est en train de s'effondrer ?... Toutes les promesses de retraite se heurtent à l'incrédulité des jeunes que nous sommes. Pour notre génération, une certitude : la retraite ne viendra jamais...

... En cherchant à toute force à éviter la « faillite » économique du système français de retraites (p. 5), la réforme Delevoye ne voit pas que sa faillite politique et écologique est programmée. La conclusion est simple : ou bien l'on revoit radicalement les bases du partage entre les générations, ou bien l'on continue de courir au suicide collectif...

... Reste que ceux qui contestent la réforme des retraites – la plupart des centrales syndicales et la gauche – ont du mal à imaginer un monde différent. Ils discutent finalement dans un cadre économique-budgétaire très semblable à celui du gouvernement. Tous ou presque cherchent à « adapter » le système actuel bien peu à revoir ses fondements...

S'il faut faire le deuil de notre système de retraites, c'est pour mieux imaginer comment se réapproprier et partager les richesses. Des richesses qui ne sont pas qu'économiques ». Fin des extraits de ce texte.

Ma propre position, pour l'instant (car j'ignore comme tout le monde de quoi l'avenir sera fait), n'est pas qu'il faut « faire le deuil du système de retraite » mais qu'il faut travailler collectivement à **une transition écologique et sociale solidaire de ce système. J'en ai**

évoqué certains aspects en 2010 dans le chapitre 14 (reproduit en annexe) de mon livre « Adieu à la croissance ».

Post Scriptum : « Special tribute » (hommage particulier) à Grand Corps Malade dans cette émouvante vidéo « course contre la honte » avec Richard Bohringer, enregistrée à la gare de Lyon, là où je me trouvais en 1995 quand Bourdieu a prononcé son « special tribute » aux grévistes et au mouvement social.

ANNEXE : chapitre 14, écrit en 2010, de mon livre « Adieu à la croissance », intitulé « Retraites et société soutenable »

Pour pouvoir être accepté et si possible désiré, un projet de société soutenable doit garantir une bonne protection sociale pour tous. L'année 2010 étant celle de tensions sur les retraites, et les années à venir ayant de bonnes chances d'être marquées par un débat perpétuel sur la protection sociale, tentons d'aborder ces questions, dans le cas des retraites, en quittant le registre purement économique et « croissanciste » qui les pollue gravement.

L'avenir des retraites est en effet encore trop souvent questionné en oubliant complètement un des risques à venir, qui a déjà commencé à se manifester : l'impact de la crise écologique sur l'humanité.

Les divers scénarios de financement des retraites d'ici 2050 supposent presque tous (il existe de rares réflexions alternatives, par exemple au sein d'Attac) une croissance économique indéfinie. On nous dit souvent, y compris à gauche, que, dès lors que la « richesse nationale » à population identique serait, par exemple, deux fois plus importante en 2050 qu'en 2010 (soit une croissance moyenne de 1,8 % par an), il n'y aurait pas de vrai problème de financement à terme : si le « gâteau » grossit, on peut en distribuer une plus grande part aux retraités, dont le nombre relatif augmente, sans rien retirer à personne, voire avec une progression du pouvoir d'achat des actifs.

La croissance comme remède magique à toutes les inégalités et injustices : c'est cet argument que le capitalisme a constamment servi aux peuples au cours du 20^{ème} siècle afin de se faire passer pour le meilleur des systèmes. Il serait temps de s'interroger sur le paradoxe qui consiste à défendre l'environnement des « générations futures » à propos du réchauffement climatique et à l'oublier lorsqu'il est question de leurs retraites à long terme. Nous tenions tous de tels raisonnements sur les retraites et la croissance, il y a quelques années. Mais bien des choses que nous ignorions ou considérions alors comme secondaires sont apparues depuis comme proprement vitales. Il est grand temps de les intégrer.

Les retraités du futur n'ont pas besoin d'une croissance qui va leur pourrir la vie, mais de partage des richesses et de réduction des inégalités. Pas seulement les richesses marchandes. Le pouvoir d'achat des retraites, c'est très important, surtout pour les petites et moyennes retraites qu'il faut absolument défendre contre la régression programmée (qui a déjà commencé). Mais il faut aussi développer des services hors logique

marchande (santé, culture et sport, transports collectifs...) et l'accès à des richesses non économiques (liens sociaux, participation citoyenne, richesses naturelles...) pour fonder le « bien vivre » des retraités dans un monde soutenable. En isolant le pouvoir d'achat, on confond le « pouvoir de bien vivre » avec ce qu'on peut se payer, on conforte la marchandisation du monde version troisième âge. Aurions-nous déjà oublié le Manifeste de nos amis antillais pour « les produits de haute nécessité » ?

Voici quelques pistes pour raisonner autrement. Il faudrait :

- 1) Privilégier les ingrédients du bien vivre des retraités dans une société soutenable. Ce sont à peu près les mêmes que pour les actifs (à l'exception du travail rémunéré). S'agissant par exemple du « grand âge », l'association « Babayagas » milite pour des modes de vie fondés sur quatre piliers, qui sont leurs « produits de haute nécessité » : autogestion, solidarité, citoyenneté et écologie. Cela implique certes des ressources financières, mais de façon sobre et partagée. Pourquoi ne pas mobiliser des valeurs semblables pour l'ensemble des retraités ?
- 2) Fixer un revenu maximum pour tous les citoyens, actifs ou retraités, défini comme multiple raisonnable d'un revenu minimum décent pour en finir avec la pauvreté monétaire, dont celle des seniors (notamment les femmes). Ce serait économiquement, socialement, et écologiquement efficace.
- 3) Réfléchir à la fois au financement des pensions et à celui de services collectifs gratuits ou fortement subventionnés, publics ou associatifs, dédiés à l'amélioration de la qualité de vie des seniors et à leurs activités dans la cité, ce qui serait décisif pour les personnes à revenus modestes.
- 4) Produire des richesses et des valeurs économiques autrement, sans croissance quantitative, en réduisant la part du futile au bénéfice de l'utile, avec une progression de la qualité et de la durabilité, sources de valeur ajoutée et d'emplois. Une société de plein emploi sans croissance des quantités est possible (chapitres précédents) en combinant montée en durabilité, partage équitable du travail et réduction des inégalités. Or le plein emploi est un atout majeur pour le financement des retraites.
- 5) Maintenir le droit à une retraite de bonne qualité à 60 ans. Ceux qui défendent cet acquis ont d'excellents arguments. Ajoutons-en un : l'écologie. La retraite à 60 ans reste un outil majeur à la fois de partage du temps de travail (quand il y a quatre à cinq millions de personnes au chômage ou en sous-emploi) et de relativisation de l'emprise excessive du travail et de l'économie sur la vie *et sur la nature*. Ce ne sont pas les activités bénévoles d'utilité sociale et écologique qui manquent pour les « seniors associés ».
- 6) Dresser un bilan des dizaines de milliards récupérables annuellement sans croissance quantitative en prenant l'argent là où il est, en particulier dans l'excès de profits. Nous y reviendrons au chapitre 17.
- 7) Enfin, intégrer dans le raisonnement une piste oubliée : celle de l'égalité des femmes et des hommes devant l'emploi de qualité et devant les salaires. Des politiques

publiques peuvent ici être très efficaces. Tendre vers l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, objectif ignoré par le Conseil d'Orientation des Retraites, serait une énorme source de richesses économiques, avec à la clé des emplois socialement utiles. Cela permettrait d'ajouter plusieurs dizaines de milliards d'euros au financement de la protection sociale selon l'estimation proposée par Christiane Marty.